
[Nigeria: les femmes d'Idheze ferment les installations pétrolières d'Agip](#)

Nous avons déjà rapporté (voir le bulletin n° 111 du WRM) en quoi avait consisté l'Opération Changement Climatique, lancée le 1er janvier 1999 dans le Delta du Niger : les activistes avaient fermé les stations de pompage de pétrole et les torchères de gaz. En réponse, il y avait eu de nombreuses maisons détruites, des gens tués et des femmes violées. Pourtant, la lutte avait continué et un groupe, composé surtout de femmes, avait lancé une campagne pour protéger la vie et mettre fin aux déprédations des grandes entreprises pétrolières. Elles ont remporté une victoire : en janvier 2006, les tribunaux nigériens ont ordonné à Shell de cesser de brûler du gaz naturel en torchère à Ogoniland.

À présent, elles cherchent à obtenir davantage. Les femmes du village d'Idheze, situé à Isoko South Local Council, dans l'État du Delta, ont fermé les installations pétrolières de la Nigeria Agip Oil Company (NAOC), affirmant que l'entreprise n'avait pas payé de compensations pour les dommages causés à la communauté par le déversement de déchets chimiques liquides.

Ces derniers temps, les déchets chimiques du derrick ont été déversés dans le marais d'Idheze, provoquant la mort et la destruction de la vie aquatique. Pendant plusieurs jours, de nombreux animaux aquatiques ont flotté dans les étangs.

Les femmes avaient déjà occupé, début décembre 2006, des installations pétrolières appartenant à Agip, parce que l'entreprise n'avait pas appliqué un accord préalablement signé avec la communauté, qui concernait l'accès aux terres de cette dernière.

Elles ont révélé qu'en 1982 un déversement avait provoqué la mort de sept adultes et trois enfants, en plus d'avoir détruit des arbres et des récoltes de rapport.

Les femmes, portant des pancartes, ont barricadé l'entrée principale des installations de l'entreprise et fait partir tous les travailleurs. Sur les pancartes on lisait, par exemple : « Nous en avons assez du traitement inhumain de NAOC », « Nous allons continuer de perturber vos activités jusqu'à obtenir satisfaction », « Payez une compensation pour la contamination de notre terre avec vos déchets chimiques liquides ».

Elles sont arrivées sur les lieux avec leurs ustensiles, des sacs de riz, des ignames et du garri. Elles ont improvisé des tentes et déclaré qu'elles ne partiraient pas tant qu'on n'aurait pas satisfait à leurs réclamations.

Elles affirment qu'après tout ce que la population a dû souffrir par suite du déversement, Agip a refusé de respecter l'avis de l'organe d'inspection de la Nigeria National Petroleum Company (NNPC), qui lui a ordonné d'indemniser la communauté.

Mme. Mercy Okunwa, leader des manifestantes et porte-parole du président général de la communauté, Joel Ogbu, a accusé l'entreprise d'être insensible à leur situation et de ne pas respecter l'accord passé avec la communauté en décembre dernier à Port Harcourt.

Elle a dit que l'indifférence de la NAOC aux problèmes de la communauté avait suscité une mobilisation, le 19 décembre 2006, où elle avait manifesté son mécontentement mais que, « jusqu'à présent, la NAOC n'a tenu aucune des promesses qu'elle a faites aux gens de la communauté lorsqu'elle les a invités ».

Elle a révélé que la plupart des entreprises de services qui travaillent dans les derricks « le font avec la connaissance d'Agip mais portent préjudice à la communauté parce qu'aucune d'entre elles ne paye de redevances à cette dernière ».

Elles ont accusé les entreprises SERIC, IMPEANTI et KCA Deutage d'avoir fait fi des accords passés, et elles ont affirmé qu'Agip avait conspiré avec certaines firmes pour priver la communauté de son dû. Elle a regretté que des gens de l'extérieur soient en train d'exécuter des contrats qui auraient dû revenir aux autochtones.

« Nous sommes des gens pacifiques. Apprenant qu'Agip était en train de nous tromper, nous avons voulu éviter cette fois de faire quelque chose qui se retourne contre les nôtres ; donc, tant que la direction de l'entreprise n'aura pas répondu à notre demande, nous ne quitterons pas les lieux », ont-elles déclaré avec mécontentement.

Article fondé sur : "Women protesters shut oil facility as toxic waste ravages community", Chido Okafor, Warri, <http://www.guardiannewsngr.com/news/article25>, envoyé par Oilwatch, adresse électronique : info@oilwatch.org.